

Conseil départemental du Val-de-Marne

Séance du 15 décembre 2025

Vœu présenté par les groupes Val-de-Marne en commun - Parti communiste français et citoyen.ne.s, Socialiste, Écologistes et Citoyens et M. Daniel Guérin, Conseiller départemental

Vœu relatif au financement des Départements, suite au 94^e Congrès des Départements de France.

Considérant la situation financière critique du bloc départemental,

Considérant que 60 des 101 départements pourraient se retrouver en grande difficulté financière d'ici la fin de l'année,

Considérant que 54 d'entre eux sont en situation de quasi-faillite,

Considérant que les départements ont vu leurs dépenses augmenter de 6 milliards d'euros en deux ans, tandis que 8 milliards d'euros de recettes ont été perdues,

Considérant qu'entre 2019 et 2024, les dépenses nationales d'allocation APA ont augmenté en moyenne de 3,7 % par an, tandis que celles de l'allocation PCH ont progressé de 9,3 %,

Considérant que le reste à charge des Départements se monte aujourd'hui à 2,35 M€ contre 1,5 M€ en 2019,

Considérant que 211 milliards d'euros d'aides publiques ont été versées aux entreprises en 2023 sans contrepartie, ni évaluation.

Considérant les annonces du Premier ministre en réponse à la crise financière des Départements lors de la 94^e édition des Assises des Départements de France à Albi,

Considérant que le DILICO et la hausse des cotisations à la CNRACL instaurés par la loi de finances 2025 entraînent une ponction de 2,2 milliards d'euros sur les collectivités,

Considérant qu'un effort de 7,2 milliards d'euros à minima en direction des collectivités, dont 575 millions d'euros seuls pour les Départements était initialement prévu par le Gouvernement dans le projet de loi de finances 2026, toujours en débat parlementaire à ce stade,

Considérant que la diminution du Fond vert de 2,5 milliards d'euros par an à seulement 650 millions d'euros prévus pour 2026 compromet les projets locaux d'adaptation au dérèglement climatique alors qu'il est le principal outil d'investissement écologique local ;

Considérant que les principes de libre administration des collectivités territoriales et de décentralisation sont fragilisés par une accumulation de baisses de moyens, de charges transférées sans compensation et de ponctions imposées ;

Considérant qu'un tel effort demandé aux collectivités entraînerait de nouvelles répercussions directes et catastrophiques sur les services publics départementaux rendus aux Val-de-Marnais.

Le Conseil Départemental du Val-de-Marne :

- **Demande** aux parlementaires du Sénat et de l'Assemblée nationale d'adopter le doublement du fonds de sauvegarde des départements de 300 à 600 millions d'euros ;

- **Demande** aux parlementaires du Sénat et de l'Assemblée nationale d'adopter une mesure de relèvement des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) à 8 % pour les transactions immobilières de plus de 1 million d'euros ;
 - **Demande** aux parlementaires du Sénat et de l'Assemblée nationale d'adopter la suppression du gel des prestations et des pensions ;
 - **Demande** aux parlementaires de créer les conditions d'un financement partagé à 50 % entre l'État et les Départements pour les versements d'APA et de PCH, notamment par le transfert d'une part de CSG vers les Départements à hauteur de 0,04 point en 2026, puis de 0,04 point en 2027, comme le propose Départements de France,
 - **S'oppose** à tout prélèvement répercuté sur les autres strates de collectivités pour compenser le soutien financier aux départements ;
 - **Demande** au Gouvernement et aux parlementaires de garantir des moyens financiers constants, une autonomie réelle et de reconnaître le rôle stratégique des Départements dans la solidarité humaine, l'aménagement du territoire et la proximité avec les citoyens.
-